

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 8 février 2021

Un programme de lutte contre les catastrophes sanitaire et sociales !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid et que les livraisons des vaccins prennent du retard, Macron a réuni les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses. Une promesse payée par des nouvelles subventions, car il s'agit de verser 300 millions d'euros supplémentaires aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros... et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

Pénuries, pénuries...

Alors qu'il y aurait enfin un moyen pour combattre l'épidémie, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

La faute à qui ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus. À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Et les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, c'est la faute à qui ? Dans la santé comme dans l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement n'en a que faire, et laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire.

Une politique taillée comme un costard de patron

Pour ce qui est de fliquer la population, en revanche, Darmanin et ses flics s'agitent sur ceux qui n'ont pas pu rentrer chez eux cinq minutes après 18 heures. La préfecture de police de Paris se félicitait d'avoir contrôlé 3 500 personnes vendredi dernier ! Métro, boulot, dodo, et surtout boulot !

Sinon une prune...

Les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restrictions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras.

Les intérêts de ces grands patrons exploiters et licenciés sont la seule boussole de la politique sanitaire et économique du gouvernement.

En avant pour nos intérêts de travailleurs

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel passera de 84 % du salaire net à 72 % au 1er mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise. Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie. Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ! Et embauche en fixe de tous les précaires. **Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels. Ceux qui luttent contre les licenciements à TUI, Total Grandpuits et Sanofi montrent la voie.**

Ils en demandent toujours puce

Paralysées par une pénurie de puce, plusieurs usines automobiles dans le monde ont du fermer.

Chez PSA, l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne est à l'arrêt, celle de Saragosse en Espagne a fermé une ligne en fin de semaine.

En France, les usines PSA de Sochaux et Rennes ont annulé les deux derniers samedis et Mulhouse se prépare à une semaine de fermeture entre février et mars. Tout ça avec menace de chômage partiel et pertes de salaire à la clé.

Mais dans ce monde capitaliste ce sont les plus offrants (industrie informatique) qui sont servis en priorité par les fournisseurs. Pas la peine qu'on se décarcasse à tenir des délais infaisables quand leur politique du flux tendu et de rognage sur les prix d'achat mène au blocage.

Kenitravaille et tais-toi !

Fin janvier les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc ont massivement fait grève pour dénoncer leurs salaires gelés à 240 € par mois, les heures non payées, les primes non perçues et les conditions de travail désastreuses.

PSA croyait pouvoir compter sur une main-d'œuvre docile et muselée par un régime autoritaire c'est raté ! D'ici à ce que les techniciens et ingénieurs du centre de R&D de Casablanca s'y mettent à leur tour et nous avec eux il n'y aurait qu'un pas. Nous avons le même patron face à nous et la grève est une langue internationale.

Repas à 1€ : trop cher au goût du gouvernement

Pour le gouvernement, les repas à un euro destinés aux étudiants relevaient plus de l'annonce que d'une mesure sérieuse. En effet, cette promesse aussi dérisoire (une ristourne de deux euros qui ne coûte rien) que tardive n'est même pas appliquée... Soit les restaurants universitaires ne prévoient pas assez de repas, soit ils restent fermés (comme la plupart à Paris). Il a fallu une vague d'indignation pour forcer leur réouverture.

C'est par leur mobilisation, même de faible envergure, que les étudiants ont arraché ces demi-mesures. Et c'est ainsi qu'ils les font appliquer. Mais ces petits gestes – ridicules face aux sommes offertes au patronat par le plan de relance – ne vont pas remédier à la détresse des jeunes. La colère n'a pas disparu, et si elle continue à se manifester, le gouvernement pourrait bien encore reculer.

L'inspection du travail sommée de traquer les « séparatistes »

Depuis quelques mois, des contrôleurs de l'inspection du travail sont chargés par leur

hiérarchie de réaliser des contrôles dans des établissements suspectés de « séparatisme ». L'objectif : justifier par des failles dans les dispositifs de sécurité la fermeture arbitraire d'établissements qui sont dans le viseur de Macron et Darmanin, mais qui n'ont rien d'illégal.

Pour une fois que le gouvernement n'est pas laxiste sur la mise aux normes des lieux de travail... c'est pour mener sa politique raciste !

Utiliser l'inspection du travail comme auxiliaire de la police : ils en ont des idées ! Mais des moyens et du personnel pour réaliser sa mission normale, protéger les salariés, il n'y en a toujours pas.

« Il n'y a pas de répression en Russie »...**Vraiment ?**

C'est ce que raconte le porte-parole du Kremlin... Les 5 000 personnes arrêtées après la manifestation du 31 janvier ne seront pas du même avis ! Les tribunaux débordés par les arrestations multiplient les peines lourdes (25 jours de prison pour un Tweet !). L'objectif est clair : faire des exemples pour terroriser la population.

Il faut dire que Poutine a de quoi s'inquiéter. Non pas tellement de Navalny, cet homme d'affaires devenu politicien, qui oscille entre libéralisme et nationalisme anti-migrants.

Mais plutôt du mouvement de masse qui a commencé à s'exprimer : entre la pauvreté croissante, la cherté de la vie, l'absence de liberté politique, les motifs de révolte sont nombreux ! Poutine a choisi le bras de fer avec les manifestants, mais rien ne dit qu'ils vont baisser les bras.

Un pauvre, ça banque illico

L'émission *Cash Investigation* de jeudi dernier a mis la lumière sur la manière dont les banques s'enrichissent sur le dos des plus fragiles. Perte d'emploi, maladie : il suffit de peu pour perdre des revenus. C'est alors que les banques vous enfonce la tête sous l'eau à coups d'agios, de « commissions d'intervention » et autres « frais d'incident ». Et cela rapporte : quelque 6,5 milliards d'euros, rien que pour les frais d'incident !

Une fois au fond du gouffre, une société de recouvrement continue de faire raquer à coups de fausse empathie et de harcèlement.

De vraies méthodes de banksters !

Retrouvez les bulletins
L'Étincelle sur Facebook

